

TOGO-Politique-OBUTS

LOME, 16 juin (Infosplusgabon) - Réuni en travaux mardi, le Bureau de la formation politique Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) dont le siège est localisé à Djidjolé, près de Lomé, s'est exprimé récemment sur l'actualité politique et économique du pays non sans scruter le secteur social qui impacte sur le quotidien des Togolais.

Dans un communiqué de presse parvenu à la rédaction d'Infosplusgabon, OBUTS s'est penchée sur les conséquences des pluies diluviennes qui se sont abattues sur plusieurs quartiers de l'Agglomération Urbaine de Lomé ces derniers jours, provoquant inondations, avalanches et coulées en tous genres.

« La formation politique OBUTS exprime sa solidarité et sa compassion aux victimes et exhorte

les pouvoirs publics à prendre toute la mesure du désastre saisonnier qu'éprouvent annuellement les populations ; à imaginer tout moyen approprié en vue de garantir au bénéfice des populations les plus exposées, une protection ; et prendre des dispositions pertinentes tendant à maîtriser tout risque de récurrence », souligne le communiqué.

En raison du caractère récurrent des inondations dévastatrices qui affectent les populations, poursuit le communiqué, « la formation politique OBUTS met aux débats, une proposition de plan de modernisation de l'action publique en cette matière, par l'implantation d'un programme ou plan d'organisation des secours à l'échelon national, en cas de catastrophe pluviométrique ».

Un plan ORSEC pour le TOGO

Ledit programme ou plan pourrait être dénommé ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile). Il permettra une mise en œuvre rapide et efficace de tous les moyens nécessaires sous l'autorité du préfet. L'activation du programme ou plan ORSEC rendra manifestement aisée le déclenchement immédiat et l'organisation des secours sous une direction unique.

Selon les propositions de OBUTS, « ce dispositif pourra prévoir cinq (5) services adaptés à la nature et à l'ampleur de l'événement issu d'une catastrophe naturelle ; à savoir :

*Premiers secours et sauvetage assurés par les sapeurs-pompiers et les associations agréées de sécurité civile.

*Soins médicaux et entraide assurés par une Agence Régionale de santé et un service d'aide médicale urgente.

*Sécurisation des lieux sinistrés par la Police nationale et la Gendarmerie nationale.

*Liaisons et transmissions en temps réel, des éléments de situation, assurées par un Service interministériel Régional des systèmes d'information et de communication.

*Sur toutes les zones sinistrées : Les Transports, voies routières et travaux, seront immédiatement assurés par l'autorité préférablement interministérielle compétente en cette matière.

« Plus largement le préfet devra veiller à alerter en amont les populations de tout risque de catastrophe naturelle. Il devra gérer la partie administrative d'un sinistre majeur et assurer le retour à la normale après crise. Il travaillera pour cela avec d'autres services dédiés », propose encore la formation politique ancrée dans l'opposition.

« Il est temps de moderniser l'action publique en ces matières, afin de préserver la sécurité des populations, de leur offrir assistance, aide, évacuation, premiers secours et en tant que de besoin, de mettre en œuvre avec toutes les compagnies d'assurances qui exercent sur le territoire national, un mécanisme d'indemnisation rapide pour couvrir les sinistres issus d'une

catastrophe naturelle », a renchéri la formation politique que préside AGBEYOME KODJO.

Suivra....

FIN/INFOSPLUSGABON/MPL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon